

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau pour la Région de Bruxelles-Capitale, le 25 juin 1993, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif à l'élimination des déchets animaux", a donné le 30 juin 1993 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 25 juni 1993 door de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "betreffende de verwijdering van dierlijk afval", heeft op 30 juni 1993 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Considérant que la directive 90/667/CEE du 27 septembre 1990 arrêtant les règles sanitaires relatives à l'élimination et à la transformation de déchets animaux, à leur mise sur le marché et à la protection contre les agents pathogènes des aliments pour animaux d'origine animale ou à base de poisson, et modifiant la directive 90/425/CEE, aurait dû être transposée depuis le 31 décembre 1991.

Considérant qu'une mise en demeure a été adressée à la Belgique en date du 20 mai 1992 et qu'il convient donc d'intégrer dans les plus brefs délais dans le droit bruxellois la directive précitée".

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

*

OBSERVATIONS GENERALES.

1. La question des compétences respectives de l'Etat et des régions en matière d'élimination et de

.../...

transformation de déchets animaux fait l'objet de recours actuellement pendants devant la section d'administration du Conseil d'Etat :

- 1° d'un recours de l'Etat belge contre l'arrêté de l'Exécutif flamand du 7 janvier 1992 portant fixation du règlement flamand relatif aux conditions écologiques applicables aux établissements incommodes (affaire pendante sous le n° A.50.269/VII-11.821);
- 2° d'un recours de la Région flamande contre l'arrêté royal du 16 décembre 1992 arrêtant les règles sanitaires relatives à l'élimination et la transformation des matière à faible risque, à leur mise sur le marché et à la protection contre les agents pathogènes des aliments pour animaux d'origine animale ou à base de poisson (affaire pendante sous le n° A.51.018/X-1460);
- 3° d'un recours de la Région wallonne contre le même arrêté (affaire pendante sous le n° A.51.139/III-15.139).

En raison de l'existence de ces litiges, il n'appartient pas à la section de législation de se prononcer sur ces questions de compétence.

C'est sous la réserve de cette observation que le présent avis est donné.

2. La directive 90/667/CEE du Conseil des Communautés européennes du 27 novembre 1990 arrêtant les règles

.../...

sanitaires relatives à l'élimination et à la transformation de déchets animaux à leur mise sur le marché et à la protection contre les agents pathogènes des aliments pour animaux d'origine animale ou à base de poisson et modifiant la directive 90/425/CEE impose aux Etats membres d'organiser un régime d'agrément des usines de transformation à haut risque.

Il appartient à la Région de Bruxelles-Capitale de déterminer la forme et les moyens nécessaires pour exécuter cette obligation.

La région n'est, à cet égard, pas tenue d'établir un système d'agrément propre aux usines de transformation à haut risque. Elle peut tout aussi bien décider, dans un souci de rationalisation des procédures (1), que le régime d'autorisation de droit commun prévu pour les établissements dangereux, insalubres et incommodes (2) constituera le régime d'agrément qu'exige la directive en ce qui concerne ces usines.

(1) Ce souci est l'un de ceux qui ont inspiré les auteurs de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement (Doc. C.R.B., A-163/1-91/92, p. 5).

(2) A savoir le régime du permis d'environnement, organisé par l'ordonnance précitée du 30 juillet 1992. Il convient toutefois de relever qu'il est projeté de différer, au plus tard le 1er décembre 1993, l'entrée en vigueur de cette ordonnance, initialement prévue au plus tard le 1er juillet 1993 (voir le projet d'ordonnance examiné sous la référence L. 22.514/9). En attendant, le régime d'autorisation de droit commun pour les établissements dangereux, insalubres et incommodes est celui qu'organise le titre Ier du règlement général pour la protection du travail.

Le projet doit être revu en conséquence. Il en est particulièrement ainsi du chapitre II.

3. L'arrêté en projet n'assure pas à suffisance la transposition de la directive 90/667/CEE.

En effet, les articles 9 et 10 de la directive ne sont pas transposés dans cet arrêté. Celui-ci doit donc être complété sur ce point.

4. Dans le projet d'arrêté, il y a lieu de substituer au mot "agrément" le mot "autorisation".

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

Pour tenir compte de l'article 59quater de la Constitution, qui y a été inséré le 5 mai 1993, et afin de refléter plus précisément les intentions des auteurs du projet et l'objet de celui-ci, l'intitulé doit être rédigé comme suit :

"Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'élimination des déchets animaux à haut risque".

.../...

Dans le texte néerlandais de l'ensemble du projet et des annexes, les mots "hoog-risico dierlijk afval" devraient être remplacés par les mots "dierlijk afval met een hoog risico".

Salutation.

Il faut écrire :

"Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,".

Préambule.

Il y a lieu d'intervertir les alinéas 1er et 2 et d'écrire au début de l'alinéa 2 devenant l'alinéa 1er : "Vu la directive du Conseil ...".

Dispositif.

Article 1er.

1. Conformément à l'article 41, § 2, alinéa 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, les tâches de chaque secrétaire d'Etat régional sont fixées par le membre du Gouvernement auquel il est adjoint. C'est donc, en l'espèce, au ministre qui a la protection de l'environnement dans ses attributions qu'il

.../...

reviendra de charger le secrétaire d'Etat de prendre, en son lieu et place, les décisions individuelles que prévoient certaines dispositions de l'arrêté en projet.

Il y a donc lieu d'omettre, au 1º, les mots "ou le secrétaire d'Etat".

2. La définition des déchets animaux à haut risque, que donne le 3º, ne correspond pas suffisamment à l'énumération des matières à haut risque qui figure à l'article 3, § 1er, de la directive 90/667/CEE.

Le texte doit être revu en conséquence.

Article 2.

1. La disposition en projet doit être divisée en paragraphes, et non en 1º et 2º.

2. Mieux vaut rédiger le 2º, devenant le paragraphe 2, sur le modèle de l'article 3, § 2, alinéa 1er, de la directive 90/667/CEE.

3. Au même 2º, devenant le paragraphe 2, la région ne peut désigner les services vétérinaires de l'Etat pour se prononcer sur les points repris sous les tirets. Il y a donc lieu de déterminer, de manière plus précise, quels sont les services régionaux compétents en l'espèce.

.../...

L'observation vaut également pour l'article 3.

4. Le 3^o en projet impose au détenteur de déchets animaux à haut risque, qui entend les livrer à une installation située dans une autre région que celle de Bruxelles-Capitale, de "s'assurer que cette installation satisfait aux conditions qu'impose la législation qui est applicable" aux installations de ce type dans cette autre région. Ce faisant, les auteurs du projet entendent instaurer un régime de vérification du respect de cette législation.

Une telle compétence ne peut être exercée par la Région de Bruxelles-Capitale. C'est à la région sur le territoire de laquelle se situe l'installation qu'il revient d'effectuer cette vérification.

Il serait, par contre, permis de prévoir que le détenteur desdits déchets doit se faire produire une attestation émanant des autorités compétentes de la région concernée.

Le texte doit, dès lors, être revu en conséquence.

Article 3.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Articles 4 à 7.

Sous réserve de l'observation générale 2, il y a, en tout cas, lieu à l'article 4 de prévoir, parmi les conditions d'exploitation, celles auxquelles doivent répondre les produits après transformation, que fixe l'annexe II, chapitre III, de la directive 90/667/CEE.

Sous la même réserve, le texte néerlandais de l'article 5, 1^o et 2^o, premier et quatrième tirets, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

1. Il convient de préciser, conformément à l'intitulé du chapitre III, que la disposition s'applique aux déchets animaux à haut risque.

On écrira donc :

"Art. 8. La collecte et le transport des déchets animaux à haut risque vers les installations de transformation se font dans ...".

2. A l'alinéa 2, on écrira : "... ou au transport de ces déchets doivent ...".

.../...

Annexe I.

1. Au 1^o, b, alinéa 2, la deuxième phrase doit être omise, la région n'étant pas compétente en matière de protection des travailleurs (3).

2. L'annexe doit être complétée afin de prévoir la condition visée au 5^o de l'annexe II, chapitre Ier, de la directive 90/667/CEE.

Le texte néerlandais du 1^o, e), troisième tiret, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Annexe II.

L'intitulé et le 1^o doivent être complétés par les mots "à haut risque".

Le texte néerlandais du 6^o, b) devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

(3) Article 6, § 1er, II, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Observations finales.

1. Les auteurs du projet examineront, en tenant compte des règles nouvelles contenues dans l'arrêté en projet, le sort à réserver à l'arrêté royal du 14 mars 1890 portant réglementation des clos d'équarrissage ainsi qu'à l'arrêté du Régent du 24 janvier 1946 relatif à l'enlèvement des cadavres d'animaux impropres à la consommation.

2. Le visa des annexes doit s'écrire :

"Vu pour être annexées à l'arrêté du Gouvernement de ... des déchets animaux à haut risque, les annexes I et II.

3. Les mots "du présent arrêté" doivent être omis. L'observation vaut pour les articles 4 et 7.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Considérant que la directive 90/667/CEE du 27 septembre 1990 arrêtant les règles sanitaires relatives à l'élimination et à la transformation de déchets animaux, à leur mise sur le marché et à la protection contre les agents pathogènes des aliments pour animaux d'origine animale ou à base de poisson, et modifiant la directive 90/425/CEE, aurait du être transposée depuis le 31 décembre 1991.

Considérant qu'une mise en demeure a été adressée à la Belgique en date du 20 mai 1992 et qu'il convient donc d'intégrer dans les plus brefs délais dans le droit bruxellois la directive précitée".

*

De Raad van State moet zich, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

*

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Omtrent het vraagstuk van de respectieve bevoegdheden van de Staat en van de gewesten op het gebied van de verwijdering en de verwerking van dierlijk afval zijn thans bij de afdeling administratie van de Raad van State beroepen aanhangig :

.../...

- 1º een beroep van de Belgische Staat tegen het besluit van de Vlaamse Executieve van 7 januari 1992 houdende vaststelling van het Vlaams reglement inzake milieuvoorwaarden voor hinderlijke inrichtingen (zaak aanhangig onder nr. A.50.269/VII-11.821);
- 2º een beroep van het Vlaamse Gewest tegen het koninklijk besluit van 16 december 1992 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften voor de verwijdering en verwerking van laag-risicomateriaal van dierlijke oorsprong, voor het in de handel brengen ervan en ter voorkoming van de aanwezigheid van ziekteverwekkers in diervoeders van dierlijke oorsprong vissen daaronder begrepen (zaak aanhangig onder nr. A.51.018/X-1460);
- 3º een beroep van het Waalse Gewest tegen hetzelfde besluit (zaak aanhangig onder nr. A.51.139/III-15.139)

Gelet op het bestaan van deze geschillen komt het niet aan de afdeling wetgeving toe om zich over die bevoegdheidsvraagstukken uit te spreken.

Het is onder voorbehoud van die opmerking dat dit advies wordt verstrekt.

2. Richtlijn 90/667/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 27 november 1990 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften voor de verwijdering en verwerking van dierlijke afval, voor het in de handel brengen van dierlijke afval en ter voorkoming van de

.../...

aanwezigheid van ziekteverwekkers in diervoeders van dierlijke oorsprong (vissen daaronder inbegrepen) en tot wijziging van richtlijn 90/425/EEG legt de Lid-Staten de verplichting op een regeling in te voeren voor de erkenning van verwerkingsbedrijven van hoog-risicomateriaal.

Het staat aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest om de vorm en de middelen te bepalen die nodig zijn om die verplichting uit te voeren.

In dit verband is het gewest niet verplicht een eigen erkenningsregeling uit te werken voor de verwerkingsbedrijven van hoog-risicomateriaal. Het kan evenzeer, met het oog op de rationalisatie van de procedures (4), beslissen dat de gemeenrechtelijke vergunningsregeling die is uitgewerkt voor de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen (5), de erkenningsregeling moet vormen die de richtlijn voor deze bedrijven oplegt.

(4) Dit is één van de doelstellingen waarvan de stellers van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning zijn uitgegaan (Gedr. St. BHR, A-163/1-91/92, blz. 5).

(5) Te weten de regeling betreffende de milieuvergunning, ingevoerd bij voornoemde ordonnantie van 30 juli 1992. Evenwel valt op te merken dat het de bedoeling is de datum van inwerkingtreding van de ordonnantie, oorspronkelijk vastgesteld op uiterlijk 1 juli 1993, uit te stellen tot uiterlijk 1 december 1993 (zie het ontwerp van ordonnantie onderzocht onder het nr. L. 22.514/9). In afwachting is de gemeenrechtelijke vergunningsregeling voor de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen die welke is vervat in titel I van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming.

Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien, in het bijzonder hoofdstuk II.

3. Het ontworpen besluit voorziet onvoldoende in de omzetting van richtlijn 90/667/EEG.

De artikelen 9 en 10 van de richtlijn worden immers niet omgezet in dit besluit, dat derhalve in dit opzicht moet worden aangevuld.

4. In het ontwerp van besluit moet het woord "erkenning" vervangen worden door het woord "vergunning".

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Ten einde rekening te houden met artikel 59quater van de Grondwet, ingevoegd op 5 mei 1993, en om de bedoelingen van de stellers van het ontwerp en de strekking ervan beter weer te geven behoort het opschrift als volgt te worden gesteld :

"Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de verwijdering van dierlijk afval met een hoog risico".

.../...

Tevens behoren in het hele ontwerp en in de bijlagen de woorden "hoog-risico dierlijk afval" vervangen te worden door de woorden "dierlijk afval met een hoog risico".

Begroeting.

Geschreven moet worden :

"De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,".

Aanhef.

Het tweede lid moet vóór het eerste lid komen te staan, en aan het begin van het tweede lid, dat het eerste lid wordt, schrijve men : "Gelet op de richtlijn van de Raad ...".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. Overeenkomstig artikel 41, § 2, tweede lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen worden de taken van iedere Gewestelijke Staatssecretaris bepaald door het Regeringslid aan wie hij is toegevoegd. In het onderhavige geval komt het dus toe aan de minister tot wiens bevoegdheid de bescherming van

.../...

het leefmilieu behoort om de Staatssecretaris ermede te belasten in zijn plaats de individuele beslissingen te nemen die voorgeschreven worden in sommige bepalingen van het ontworpen besluit.

Derhalve behoren in onderdeel 1^o de woorden "of de Staatssecretaris" te vervallen.

2. De begripsomschrijving van dierlijk afval met een hoog risico in onderdeel 3^o stemt onvoldoende overeen met de opsomming van het hoog-risicomateriaal in artikel 3, § 1, van richtlijn 90/667/EEG.

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 2.

1. De ontworpen bepaling moet in paragrafen worden ingedeeld, niet in 1^o en 2^o.

2. Het zou beter zijn onderdeel 2^o, dat paragraaf 2 wordt, te stellen naar het voorbeeld van artikel 3, § 2, eerste lid, van richtlijn 90/667/EEG.

3. In hetzelfde onderdeel 2^o, dat paragraaf 2 wordt, kan het gewest niet de veterinaire diensten van het Rijk aanwijzen die zich moeten uitspreken over de onder de

.../...

streepjes opgenomen aangelegenheden. Er moet dus nauwkeuriger worden bepaald welke regionale diensten ter zake bevoegd zijn.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 3.

4. Het ontworpen onderdeel 3° legt degene die dierlijk afval met een hoog risico voorhanden heeft en die voornemens is dit afval te leveren aan een installatie, gelegen in een ander gewest dan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de verplichting op "zich ervan (te) vergewissen of deze installatie voldoet aan de voorschriften opgelegd door de wetgeving, die van toepassing is" op de installaties van dit model in dat andere gewest. De stellers van het ontwerp beogen aldus een regeling inzake de controle op de naleving van deze wetgeving in te voeren.

Een zodanige bevoegdheid kan niet door het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest worden uitgeoefend. Het staat aan het gewest op het grondgebied waarvan de installatie zich bevindt om die controle uit te oefenen.

Daarentegen kan wel worden voorgeschreven dat aan degene die zulk afval voorhanden heeft een attest moet worden afgegeven, uitgaande van de bevoegde instanties van het betrokken gewest.

Derhalve moet de tekst dienovereenkomstig worden aangepast.

.../...

Artikel 3.

Men schrijve "toestemming" in plaats van "de toelating".

Artikelen 4 tot 7.

Onder voorbehoud van de tweede algemene opmerking moeten in artikel 4 hoe dan ook onder de exploitatievoorwaarden die voorwaarden worden opgenomen waaraan de producten na verwerking moeten voldoen zoals wordt bepaald in bijlage II, hoofdstuk III, van richtlijn 90/667/EEG.

Onder hetzelfde voorbehoud schrijve men :

- in artikel 5, 1º, "overzendt" in plaats van "overmaakt";
- in artikel 5, 2º, eerste streepje, "plaats" in plaats van "site";
- in artikel 5, 2º, vierde streepje, "in voorkomend geval" in plaats van "desgevallend".

Artikel 8.

1. Overeenkomstig het opschrift van hoofdstuk III moet nader worden bepaald dat de bepaling toepasselijk is op dierlijk afval met een hoog risico.

.../...

Men schrijve derhalve :

"Art. 8. Dierlijk afval met een hoog risico wordt verzameld en naar de verwerkingsinstallaties vervoerd in ...".

2. In het tweede lid schrijve men : "... en het vervoer van zodanig dierlijk afval zijn gebruikt, moeten ...".

Bijlage I.

1. In onderdeel 1^o, b, tweede lid, moet de tweede volzin vervallen daar het gewest niet bevoegd is op het gebied van de arbeidsbescherming (6).

2. De bijlage moet worden aangevuld ten einde te voorzien in de voorwaarde vervat in punt 5 van bijlage II, hoofdstuk I, van richtlijn 90/667/EEG.

Onder 1^o, e), derde streepje, schrijve men "wordt" in plaats van "worden". Dezelfde opmerking geldt voor 2^o.

Bijlage II.

Het opschrift en onderdeel 1^o moeten worden aangevuld met de woorden "met een hoog risico".

(6) Artikel 6, § 1, II, 3^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

In onderdeel 6°, b), schrijve men "thermografen" in plaats van "temperatuurschrijvers".

Slotopmerkingen.

1. De stellers van het ontwerp moeten, gelet op de nieuwe regels vervat in het ontworpen besluit, onderzoeken wat er moet geschieden met het koninklijk besluit van 14 maart 1890 houdende het reglement op de vilbeluiken, alsook met het besluit van de Regent van 24 januari 1946 betreffende de wegruiming van voor het verbruik ongeschikte dierenlijken.

2. Het formulier aan het slot van de bijlagen moet als volgt gesteld worden :

"Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende ... van dierlijk afval met een hoog risico, de bijlagen I en II".

3. De woorden "bij dit besluit" moeten vervallen. Deze opmerking geldt voor de artikelen 4 en 7.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

F. DELPEREE,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.